

Table ronde « Où en est Al-Qaïda »
avec Jean Pierre Filiu et François Heisbourg
Contribution au colloque organisé par le Sénat et la Fondation Robert Schuman
« Le Moyen Orient à l'heure nucléaire », 29 janvier 2010

Mesdames, Messieurs,

En raison du caractère un peu particulier de mon parcours et de mon passé professionnel, la vision que je peux avoir des problématiques de sécurité est sans doute très spécialisée.

Je n'ai donc pas l'intention de dire mal ce que J.-P. Filiu et F. Heisbourg diront très bien tout à l'heure. Et je tenterai de me borner à une approche « service de renseignement » du phénomène.

Et là, j'avoue que – compte tenu du thème retenu pour cette table ronde - j'ai hésité à participer à un exercice qui m'est apparu de prime abord comme une espèce de séance de nécromancie.

En effet, comme bon nombre de mes collègues professionnels à travers le monde, j'estime, sur la base d'informations sérieuses et recoupées, que la Qaïda est morte sur le plan opérationnel dans les trous à rats de Tora Bora en 2002, les services pakistanais se contentant, de 2003 à 2008, d'en distiller les restes « par appartements » aux Occidentaux contre des générosités et des indulgences diverses.

Sur les quelque 400 membres actifs de l'organisation – dont on trouvera une assez bonne description dans l'excellent livre de Marc Sageman « Understanding Terror Networks » - moins d'une cinquantaine, essentiellement des seconds couteaux à l'exception de Ben Laden lui-même et Ayman Zawahiri qui n'ont aucune aptitude opérationnelle, ont pu s'échapper et disparaître dans des zones reculées, dans des conditions de vie précaires et avec des moyens de communication rustiques et incertains.

Ce n'est pas avec un tel dispositif que l'on peut animer à l'échelle planétaire un réseau coordonné de violence politique. D'ailleurs il apparaît clairement qu'aucun des terroristes post 11/09 qui ont agi à Londres, Madrid, Casablanca, Djerba, Sharm el-Sheikh, Bali, Bombay ou ailleurs n'a eu de contact avec l'organisation. Quant aux revendications plutôt décalées formulées par Ben Laden ou Ayman Zawahiri sur Al-Jazeera, pour autant qu'elles soient authentiques, elles n'impliquent aucune liaison opérationnelle ou fonctionnelle entre ces terroristes et les vestiges de l'organisation.

Toutefois je suis bien obligé, comme tout le monde, de constater qu'à force de l'invoquer à tout propos – et souvent hors de propos – dès qu'un acte de violence est commis par un musulman, où quand un musulman se trouve au mauvais endroit et au mauvais moment comme à l'usine AZF de Toulouse, où même quand il n'y a pas de musulman du tout comme ce fut le cas lors des attaques à l'anthrax aux Etats Unis, des médias réducteurs et quelques soi-disant experts de part et d'autre de l'Atlantique ont fini, non par la ressusciter, mais par la transformer en une espèce d'Amédée de Ionesco dont le cadavre ne cesse de grandir en occultant la réalité et sans qu'on sache comment s'en débarrasser.

Cette obstination incantatoire des Occidentaux à invoquer l'organisation mythique – qualifiée d'hyper terroriste parce qu'elle s'est attaquée à l'hyper puissance - a eu rapidement deux effets pervers :

1/ Tout contestataire violent issu du monde musulman - qu'il soit politique ou de droit commun et quelles que soient ses motivations - a bien compris qu'il devait se réclamer de la Qaïda s'il voulait être pris au sérieux, s'il voulait entourer son initiative d'une légitimité reconnue et donner à son action un retentissement international.

2/ Tous les régimes du monde musulman – et ils ne sont pas tous vertueux – ont bien compris qu'ils avaient tout intérêt à faire passer leurs opposants ou leurs contestataires pour des membres de l'organisation de Ben Laden s'ils voulaient pouvoir les réprimer tranquillement et même, si possible, avec l'aide des Occidentaux.

D'où la prolifération des Qaïda plus ou moins autoproclamées au Pakistan, en Irak, au Yémen, au Maghreb, en Somalie et ailleurs.

Le principal résultat de cette dialectique stupide a évidemment été de renforcer le mythe d'une Qaïda omniprésente tapie derrière chaque musulman et prête à l'instrumentaliser pour frapper l'Occident en général et les Etats Unis en particulier au nom d'on ne sait trop quelle perversité.

Cette vision procède de plusieurs erreurs d'appréciation et de perspective et génère des ripostes inadaptées.

Car, si la Qaïda n'existe pas, la violence politique islamiste existe, elle, bel et bien. Et l'occident n'en est qu'une victime indirecte et collatérale.

Les idéologues de la violence islamiste ne sont pas des fous de Dieu. Leur objectif n'est pas d'islamiser le monde mais de s'emparer du pouvoir et des richesses qui y sont liées dans le monde musulman sans que l'occident intervienne. Un peu comme l'a fait Hassan Tourabi au Soudan dans les années 90.

Même si l'amour propre des Occidentaux doit en souffrir, il faut répéter sans cesse que les principales, les plus nombreuses et les premières victimes de cette violence sont les Musulmans.

L'épicentre de la violence islamiste n'est ni en Afghanistan, ni en Irak. Il est en Arabie Séoudite. C'est d'ailleurs ce pays que visait d'abord le Manifeste contre les Juifs et les Croisés, texte fondateur de l'action de Ben Laden à la fin des années 90. C'est aussi ce pays qui, comme le note justement Antoine Sfeir, est le seul au monde à porter un nom de famille....

Toutes proportions gardées, l'Arabie Saoudite, se trouve dans une situation comparable à celle de la France au début de l'année 1789. Une famille s'y est installée au pouvoir en 1926, établissant sa légitimité sur une base religieuse en usurpant la garde des lieux saints de l'Islam à ses titulaires historiques qu'étaient les Hachémites. Composée aujourd'hui d'environ 3000 princes, cette famille exerce sans partage la totalité du pouvoir et accapare la totalité d'une rente astronomique provenant de l'exploitation du plus riche sous-sol du monde en hydrocarbures. Afin de conserver sa légitimité face à toute forme de contestation, la famille Saoud a fermé la voie à toute forme d'expression démocratique ou pluraliste. Elle pratique et répand une interprétation de l'Islam la plus fondamentaliste possible, ainsi susceptible de la mettre à l'abri de toute forme de surenchère dans ce domaine.

Avec le temps, les retombées de la rente ont tout de même donné naissance à diverses formes de commerce et d'industrie auxquelles le princes ne sauraient toucher sans déroger et qu'ils ont donc concédées, moyennant participation aux bénéfices, à des entrepreneurs « roturiers » majoritairement issus de pays étrangers proches et bien sûr musulmans : Yéménites, Levantins, Palestiniens, Pakistanais. Alors que l'avenir du pétrole s'annonce incertain, ces entrepreneurs font observer, comme les bourgeois du Tiers Etat en 1789, que ce sont eux qui font

« tourner la boutique » et préparent l'avenir du pays. Dans ces conditions ils estiment que ce ne serait que justice de les associer sous une forme ou une autre à l'exercice du pouvoir et à la gestion d'une rente que la famille régnante confond, le plus légalement du monde d'ailleurs au regard de la législation locale jusqu'à une date récente, avec sa cassette personnelle.

Mais comment faire passer cette revendication dans un pays où toute forme d'expression pluraliste est exclue par définition ? Quelle légitimité opposer à un pouvoir qui se réclame de l'adoubement divin ? Quelle pression exercer sur un régime familial qui bénéficie conventionnellement depuis 1945, suite au Pacte du Quincy conclu à titre personnel entre Ibn Saoud et le Président Roosevelt, de la protection politique et surtout militaire de l'hyperpuissance américaine en échange d'un monopole sur l'exploitation des hydrocarbures ? À l'évidence les contestataires de cette théocratie auto-proclamée n'ont comme recours qu'un mélange plus ou moins dosé de violence révolutionnaire et de surenchère fondamentaliste exercées à l'encontre du pouvoir et de ses indéfectibles protecteurs occidentaux.

Et ce n'est donc pas un hasard si l'on trouve parmi les activistes islamistes les plus violents un nombre significatif d'enfants de cette bourgeoisie saoudienne privée de tous droits politiques mais certainement pas d'idées ni de moyens. Oussama Ben Laden est au nombre de ceux-là. Il s'est trouvé propulsé dans le champ de la violence et de l'intégrisme par ces « nobles » qui trouvaient plus expédient de faire défendre leurs intérêts extérieurs par les enfants de leurs « valets » plutôt que d'y envoyer leurs propres fils. Erreur classique des parvenus. Au gré de leurs picaresques campagnes de défense et de promotion du Royaume, les fils de bourgeois ont fait de mauvaises rencontres et subi de mauvaises influences. Ils en sont revenus enrégés pour mordre la main de leurs maîtres.

C'est ainsi que s'est engagée dès le milieu des années 80 une surenchère permanente au fondamentalisme religieux et au contrôle de l'Islam mondial entre la famille Saoud et ses opposants à l'intérieur comme à l'extérieur. Et cette surenchère s'est essentiellement traduite, faute de ressources humaines et de savoir faire, par le seul moyen qui ne manque pas en Arabie : l'argent.

Des fonds distribués de façon souvent inconsidérée dans l'ensemble du monde musulman et des communautés émigrées et qui ont évidemment fini dans l'escarcelle de la seule organisation islamiste fondamentaliste transnationale à peu près bien organisée : l'organisation des Frères Musulmans, en particulier sa branche transgressive et violente que sont les Jamaa Islamiyyah, les groupes islamistes, dont la Qaïda de Ben Laden n'était que l'une des nombreuses manifestations.

Et, de fait, partout où la violence djihadiste s'exprime - et c'est toujours dans les zones les plus fragilisées du monde musulman et de ses communautés émigrées - sa genèse repose toujours sur la même logique ternaire :

- une surenchère idéologique et financière du régime séoudien et de ses opposants ou de ses rivaux ;

- une forte implantation locale de l'Association des Frères Musulmans et de ses émanations violentes que sont les Jamaa Islamiyyah. Profitant des surenchères séoudiennes, ce mouvement transnational très décentralisé, populiste, démagogique et sectaire surfe habilement sur toutes les contradictions politiques, économiques et sociales pour dresser les masses contre les pouvoirs locaux et pour dissuader l'Occident de se porter à leur secours ou d'intervenir ;

- un regrettable penchant de la diplomatie et des services occidentaux – en particulier américains – et de leurs alliés locaux à apporter dans le monde entier leur soutien politique et militaire aux mouvements les plus réactionnaires et les plus fondamentalistes sur le plan religieux comme rempart contre l'Union Soviétique et les partis communistes jusqu'en 1990 et dans la politique de « containment » de l'Iran depuis les années 80.

Ce même cocktail produit – pour des raisons très différentes liées à des contentieux locaux non résolus et à des interventions étrangères plus ou moins bien motivées - les mêmes effets en Afghanistan, au Pakistan, en Indonésie, en Irak, au Yémen, en Somalie, au Maghreb, dans les pays de la zone sahélienne et jusque dans les zones de non-droit des communautés musulmanes immigrées en Occident.

Je n'entrerai pas, pour des raisons de temps, dans le détail de ces différentes situations de violence politique, mais il faut bien constater que – si elles se développent suivant le même cheminement - elles correspondent à des problématique locales très hétéroclites et mettent en jeu des acteurs qui ne communiquent pas entre eux.

S'ils se réclament tous du même drapeau mythique, c'est parce qu'ils savent qu'il a valeur de Croquemitaine pour les pays d'Occident en général et l'Amérique en particulier, tous supposés apporter leur soutien aux régimes les plus contestés.

On objectera alors que – puisque la violence djihadiste existe et se développe à peu près partout suivant les mêmes schémas - peu importe qu'on l'appelle ou non al-Qaïda qui ne serait alors que l'appellation générique d'une certaine forme de contestation intégriste mondialisée.

Le problème est qu'une telle confusion sémantique est à l'origine de toutes les mauvaises réponses et exclut de facto toute solution adaptée au problème.

Il existe en effet deux façons de passer à la violence terroriste.

Ou bien on constitue un groupe politico-militaire organisé et hiérarchisé avec un chef, une mission, des moyens, une tactique coordonnée, un agenda précis, des objectifs définis. Ce qui revient à constituer une armée avec des professionnels de la violence et à s'engager dans un processus d'affrontement de type militaire. C'est, ou cela a été, le cas de la plupart des mouvements terroristes révolutionnaires ou indépendantistes en Europe, en Amérique du Sud et au Moyen Orient jusqu'à la fin du XXème siècle.

Ou bien on a recours à la technique du « lone wolf » qui consiste, en gardant un pied dans la légalité et en posant l'autre dans la transgression, à jouer idéologiquement sur une population sensible pour inciter les éléments les plus fragiles ou les plus motivés à passer à l'acte de façon individuelle ou groupusculaire en frappant où il peuvent, quand ils peuvent, comme ils peuvent, peu importe, pourvu que l'acte porte la signature de la mouvance et s'inscrive dans sa stratégie générale.

La technique du « lone wolf » est bien connue aux Etats Unis. Bien qu'ancienne, on l'appelle ainsi parce qu'elle a été théorisée par William Pierce dans ses « Turner Diaries » (qui sont longtemps restés au top ten des ventes en Amérique dans les années 90) et qui inspirent la plupart des militants violents de la Suprématie blanche et des ultra fondamentalistes chrétiens. C'est cette technique qui a prévalu dans les attentats d'Atlanta ou d'Oklahoma City ainsi que nombre d'actions plus mineures dont le total cumulé en une dizaine d'années est comparable au bilan du 11/09. C'est cette même technique qui est mise en œuvre par des groupes du Tiers Monde comme les « Loups gris » en Turquie, et surtout les Frères Musulmans dans le monde arabe et islamique.

Si certaines formes de violence locale relèvent du premier modèle, c'est, à l'évidence, suivant ce second modèle que fonctionne la violence djihadiste exercée en direction de l'Occident. Tous les services de sécurité et de renseignement savent pertinemment que l'on ne s'oppose pas à la technique du « lone wolf » par des moyens militaires ou par une inflation de mesures sécuritaires indifférenciées mais par des mesures sécuritaires ciblées, appuyées sur des

initiatives politiques, sociales, économiques, éducatives et culturelles visant à assécher le vivier des volontaires et en les coupant de leurs sponsors idéologiques et financiers.

Non seulement rien de sérieux n'a été entrepris pour tenter d'enrayer le substrat idéologique et financier de la violence djihadiste. Mais, en désignant la Qaïda comme l'ennemi permanent contre lequel il faut mener une croisade par les voies militaires et sécuritaires totalement inadaptées à sa forme réelle, on a, de fait, pris une mitrailleuse pour tuer un moustique. Bien évidemment, on a raté le moustique. Mais les dégâts collatéraux sont patents comme on le constate au quotidien en Irak, en Afghanistan, en Somalie, au Yémen.

Et le premier effet de cette croisade ratée a été d'alimenter le vivier des volontaires, de légitimer cette forme de violence et d'en faire le seul référentiel d'action et d'affirmation possible dans un monde musulman dont l'imaginaire collectif est traumatisé par une loi universelle des suspects, par des interventions et occupations militaires massives, interminables, et surtout aveugles. Depuis 9 ans, l'Occident frappe sans grand discernement l'Irak, l'Afghanistan, les zones tribales du Pakistan, la Somalie. On se propose maintenant d'intervenir au Yémen et, pourquoi pas, en Iran. Mais Ben Laden court toujours au nez et à la barbe de la plus puissante armée du monde et le régime islamiste des Séoud reste sous la protection de l'Amérique.

Pour conclure – et essayer d'apporter un élément de réponse au thème de cette table ronde « Où en est al-Qaïda ? » - la Qaïda est morte entre 2002 et 2004.

Mais avant de mourir, elle a été engrossée par les erreurs stratégiques de l'Occident et les calculs peu avisés d'un certain nombre de régimes de pays musulmans.

Et elle a fait des petits.

Le problème est maintenant de savoir si nous referons les mêmes erreurs avec ces rejetons malvenus en alimentant un cycle indéfini de violence ou si, pour garder la référence à Ionesco, nous saurons – avec nos partenaires arabes et musulmans - enrayer la prolifération des rhinocéros.